

# Les CCI : le président comme six mois de délai



Le patron des Chambres françaises de commerce et d'industrie, André Marcon, s'est déplacé pour présenter le nouveau logo varois, lundi à Toulon.

(Photo S. B.)

uer à cette nouvelle identité. « La volonté affirmée de nos institutions de s'unir sous une bannière commune est, si j'ose dire, historique », s'accorde à dire Jacques Bianchi.

Le grand patron de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie, André Marcon, s'est déplacé, avant-hier à Toulon, afin d'officialiser la chose. « Cette nouvelle identité va donner

beaucoup de force au réseau. Désormais, nous pourrons parler d'une seule voix auprès des pouvoirs publics », a conclu, en aparté, le président de l'AFCI.

**SÉBASTIEN BOTELLA**  
sbotella@nicematin.fr

1. Les présidents des CCI Paca, du Pays d'Arles, d'Ajaccio et de la Corse du Sud, les directeurs des Douanes et de la Banque de France, etc.

# naux engagés cratie participative



le socialiste, radical et républicain de la Région a débuté dans le Var sa tournée des départements à recueillir des avis citoyens.

(Photo Eric Estrade)

quiert la mobilisation de tous les acteurs et de tous ses acteurs. Robert Alfonsi, du groupe socia-

liste, radical et républicain. Notre Région, en partenariat avec l'État, est appelée à s'investir davantage sur le plan du développement économi-

que et de la lutte contre le chômage. » Avant le débat, Joël Canapa, conseiller régional délégué aux sports, a présenté le bilan des actions menées entre 2010 et 2012 ; puis Elsa Di Méo a exposé les priorités du budget 2013. Le public était ensuite invité à s'exprimer sur la nouvelle étape de la décentralisation. « Les débats des forums départementaux feront l'objet d'une synthèse régionale présentée début novembre à Marseille, explique Robert Alfonsi. Puis le président de la Région Michel Vauzelle remettra une lettre citoyenne à la ministre M<sup>me</sup> Lebranchu, regroupant les propositions concrètes émanant des territoires. »

A.F.-T.

# Jean-Claude Mailly : « La dictature de la dette »

L'union départementale Force Ouvrière (FO), en progression dans le Var, tenait son 31<sup>e</sup> congrès à Hyères, hier, à l'espace de la Villette. Le syndicat qui a interpellé l'ensemble des parlementaires, s'oppose formellement au traité de stabilité européen. À la tribune, le secrétaire général national, Jean-Claude Mailly, s'est insurgé contre cette « dictature de la dette ». Interview.



**Jean-Claude Mailly,**  
secrétaire général national.  
(L. Martinat)

**Pourquoi ce texte est-il, selon vous, un facteur de régression ?**

Nous sommes pour une Europe du progrès. Celle qu'on nous construit depuis 20 ans est une Europe de régression. Ce traité va nous amener dans l'austérité de manière permanente. Qu'est ce qu'on veut ? Une situation à la grecque, à l'espagnole, à la portugaise ? La saignée de manière permanente ? FO et la CGT sont les deux syndicats français à dénoncer ce traité. Mais la quasi-totalité des syndicats des pays membres est contre. Nous faisons le même constat avec les camarades étrangers. Nous rejetons cette Europe des contraintes et des sanctions.

**Vous parlez d'un traité anti démocratique...**

La Grèce des colonels, ce n'est pas si loin... L'extrême droite y a fait un très beau score aux dernières élections. Et dans certains endroits, quand les gens appellent le commissariat, la police répercute les informations vers ce parti... Avec l'austérité, à moment donné, c'est la démocratie qui est effectivement remise en cause. En Espagne, un jeune sur deux est au chômage, c'est ça la logique de l'austérité. On n'a pas construit l'Europe pour ça.

**Vous êtes aussi contre le projet de loi organique ?**

C'est un texte entre la constitution et la loi, pour intégrer la fameuse règle d'or. Il y aura le Haut conseil des finances publiques, un nouveau bidule présidé par le président de la Cour des comptes. Mais c'est un président qui est élu, pas un président de la cour des comptes. Quand on donne le pouvoir aux experts plutôt qu'aux élus, on quitte la démocratie. Une politique d'austérité, c'est socialement et économiquement suicidaire.

**Comment s'annoncent les négociations sur la « flexibilité » de l'emploi avec le patronat ?**

C'est une négociation qui va être dure. Nous ne pouvons être d'accord avec les revendications du patronat. La barque est tellement chargée qu'elle pourrait couler. On me dit : « Trop d'actions en justice, trop de flexibilité... ». Les CDD ont doublé depuis 95, les contrats d'intérim ont triplé depuis 1982, plus de quatre millions de Français, en grande majorité des femmes, sont à temps partiel. Combien de chômeurs sans aucune indemnité ? Et l'on nous dit qu'il n'y a pas de flexibilité ? Pas de précarité ?

**PROPOS RECUEILLIS PAR N.B.**

JUSQU'AU 13 OCTOBRE 2012

Var-matin  
NOTRE MARCHAND DE JOURNAL



**Carrefour**  
Les prix bas, la confiance en plus

